

25 000
lecteurs

PRESSSE

QUÉBÉCOISE



Volume 02, numéro 03 - Avril 2005

Ce que Madeleine Parent veut, femme le peut !



Photo : Renué-Ménage

Madeleine Parent (1918-) Une Grande Québécoise !

SOMMAIRE

2. Éditorial : Hommage aux femmes de conviction - BENOÎT ROY
Madeleine Parent (1918-). Syndicaliste, réformatrice
3. Le 65^e anniversaire du droit de vote des femmes québécoises
GILLES RHÉAUME
Le gouvernement Charest coupe de 18 % le budget de la Fête nationale du Québec - PC
Nouvelles brèves et piquantes - LUDGER CREVIER
4. De Gaulle et le Québec
PIERRE-LOUIS MALLÉN ET CHANTAL MALLÉN
Madeleine Parent, une femme à l'avant-garde
DÉSIRÉE BOURBONNAIS
5. Le Québec et les médias - JACQUES KEABLE
6. Carnet d'un Québécois engagé - PAUL-ÉMILE ROY
Les étudiants doivent aller jusqu'au bout de leurs revendications
PAUL-ÉMILE ROY
7. Chronique du présent - BRUNO ROY
Les indépendantistes de l'Ouest pourraient bientôt avoir leur parti officiel - KELOWNA (PC)
Activités de formation de Gilles Rhéaume
8. Le roi est nu - RENÉ-MARCEL SAUVÉ
Pour une presse nationale - ALAIN COGNARD
- 9 L'apartheid hospitalier - ROBERT LAPLANTE
- 10 Grandes figures féminines de l'histoire du Québec :
Simone Monet Chartrand - GILLES RHÉAUME
La pensée féministe au Québec :
Micheline Dumont et Louise Toupin - GILLES RHÉAUME
11. COMITÉ DE LA SOUVERAINETÉ DE L'EST DE MONTRÉAL



CHAMBRE
DES
COMMUNES

Jean-Yves Roy

Député de Haute Gaspésie
C. St-Jean-Matane-Matapédia



Bureaux
Amqui : (418) 629-2295 Matane : (418) 562-0343
800 463-2295 866 562-0343

Édifice de la justice
Suite 202, Ottawa (Ontario)
K1A 0A6
(613) 995-1013
Courriel: royje@parl.gc.ca



François Legault

DÉPUTÉ DE ROUSSEAU
PORTE-PAROLE DE L'OPPOSITION OFFICIELLE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET DES FINANCES
Bureau de circonscription
1723, route 125
Sainte-Julienne (Québec) J0K 2T0
Téléphone : (450) 831-8979
Sans frais : 1-800-889-4401
Télécopieur : (450) 831-2093



Hommage aux femmes qui ont milité pour l'obtention du droit de vote des Québécoises en 1940, et qui ont ainsi donné un souffle nouveau à notre démocratie.



Serge Deslières
DÉPUTÉ DE
BEAUHARNOIS

Circonscription
157, rue Victoria, Bureau 135
Salaberry-de-Valleyfield
(Qc) J6T 1A5
Téléphone : (450) 377-3131
Télécopieur : (450) 373-5272
sdeslieres@assnat.qc.ca

Parlement
Hôtel du Parlement
1045, rue des Parlementaires, 2^e étage,
Bureau 2.49 Québec (Qc) G1A 1A4
Téléphone : (418) 644-7844
Télécopieur : (418) 641-2744
sdeslieres@assnat.qc.ca

Souvenons-nous avec reconnaissance de ces courageuses militantes d'hier qui ont si brillamment contribué à la construction d'un Québec plus juste pour la moitié de la population de chez nous.



Pauline Picard
DÉPUTÉE DE DRUMMOND

185, rue Hériot
Drummondville, Québec
J2C 1J9
Téléphone : (819) 477-3611
Télécopieur : (819) 477-7116

Éditorial : Hommage aux femmes de conviction

En avril 1940, l'Assemblée nationale du Québec sanctionnait la loi donnant le droit de vote aux femmes du Québec.



Aussi, *La Presse Québécoise* veut souligner ce 65^e anniversaire de manière exceptionnelle, car cet événement historique a contribué à faire avancer le Québec sur la voie de la modernité et de la justice sociale.

Cette victoire des suffragettes québécoises s'est concrétisée par la détermination et la volonté de certaines femmes à vouloir mettre fin à une injustice et une iniquité innommables. Par leur courage et leurs actions, les Marie Gérin-Lajoie, Thérèse Casgrain, Idola St-Jean, Madeleine Parent, Simone Monet-Chartrand et de bien d'autres femmes, ont su surmonter des obstacles qui se dressaient devant elles et garder le cap sur le seul objectif qui importait : le droit à l'égalité.

Fruit d'une opiniâtreté et d'un labeur échelonné sur plusieurs années, sans relâche ni découragement, avec rigueur et constance, ces femmes ont vaincu des résistances liées à une certaine mentalité de l'époque. Elles ont ainsi tracé la voie à toutes les femmes pour la reconnaissance de leurs droits.

Nous ne pouvons qu'être saisis d'admiration vis-à-vis ces femmes de conviction. Elles ont contribué à

façonner le Québec d'aujourd'hui en faisant participer la moitié de sa population à son évolution. De ce droit de vote, acquis de haute lutte, se sont ajoutés d'autres faits marquants, tels la participation à notre vie démocratique en tant que députées et ministres. *La Presse Québécoise* salue l'engagement de ces pionnières.

Nous invitons toutes les femmes d'aujourd'hui à poursuivre le travail amorcé il y a 65 ans pour une reconnaissance pleine et entière au droit à l'égalité dans toutes les sphères d'activité. Nous souhaitons également voir les femmes du Québec jouer un rôle plus important dans l'avancement de la cause de la souveraineté politique du Québec, car cette cause rejoint aussi celle des femmes. Il ne saurait y avoir d'épanouissement total des femmes si l'identité même du peuple québécois, dont elles font partie, est niée par le Canada. Les conséquences de l'injustice séculaire de la domination canadienne sur nos institutions et sur le sort de notre destin touchent toutes les Québécoises et tous les Québécois. L'émancipation collective des femmes et l'émancipation du peuple québécois sont intimement liées. Il faut vouloir tous ensemble, profondément, que le Québec devienne libre et indépendant.

BENOÎT ROY

Président du Rassemblement pour un pays souverain

Madeleine Parent (1918-) Syndicaliste, réformatrice

Madeleine Parent est née à Montréal en 1918. Au couvent Villa-Maria, où elle est pensionnaire, elle ne peut s'empêcher de remarquer l'écart énorme qui existe entre le traitement que l'on réserve aux filles engagées comme servantes et celui que l'on accorde aux pensionnaires comme elle. Elle dira plus tard : « *Je ne pouvais tout de même pas accepter cela* ». La jeune fille se préparait déjà au combat de sa vie : lutter contre l'injustice sociale.

C'est à l'Université McGill, où elle étudie en sociologie, que débute sa vie de militante. À cette époque, les classes sociales se divisent entre les « *Fraternities* » et les « *Sororities* », c'est-à-dire entre les fils et filles de familles privilégiées et les « *autres* ». Madeleine Parent s'implique et milite au sein de la « *Canadian Students Assembly* » afin de permettre aux enfants de familles défavorisées d'obtenir des bourses d'étude.

Une fois ses études terminées, la lutte pour améliorer les conditions de vie des travailleurs et surtout des travailleuses sera au centre de sa vie. L'outil principal de son action, dans ce contexte, sera le syndicalisme.

En 1942, elle se retrouve à la tête du mouvement de syndicalisation des usines de la Dominion Textile, à Valleyfield et à Montréal. Quelques années plus tard, la grève éclate et des familles entières s'engagent dans le mouvement de revendication. Madeleine Parent aura alors l'occasion, à maintes reprises, de démontrer son courage, son leadership et sa détermination. Elle fait face à des ennemis de taille et doit constamment se battre, parfois contre les syndicats eux-mêmes. En effet, l'industrie du textile emploie surtout des femmes et les unions internationales ne semblent pas toujours en faveur de la syndicalisation de ces « *groupes désorganisés* ». Ses pires adversaires resteront cependant le clergé et le gouvernement. Elle devient l'ennemie jurée

de Maurice Duplessis, qui l'accuse publiquement d'être une communiste. Au cours des années qui suivent, les menaces à son endroit ne cesseront d'augmenter : elle sera mise sous arrêt cinq fois. Duplessis réussira même à la faire condamner, en 1948, pour conspiration séditeuse.

Dans toutes ces luttes, Madeleine Parent et les grévistes tiennent bon. Ils auront gain de cause en 1946 alors que plus de 6 000 ouvriers du coton se syndicalisent.

En 1952 cependant, les ouvriers québécois sont trahis par leur union internationale qui signe, avec la compagnie Dominion Textile, un accord qui n'est que le reflet des exigences de Duplessis. Devant cette trahison, la nécessité de mettre sur pied des syndicats locaux devient évidente. Madeleine Parent figure parmi les membres fondateurs du Conseil des syndicats canadiens, voué au rapatriement au pays des syndicats d'allégeance américaine. La détermination et la patience portent fruit : alors qu'en 1968, 70 % des syndiqués au Canada cotisaient aux syndicats américains, en 1998, ces derniers ne représentent plus que 30 % des syndiqués canadiens.

Madeleine Parent prend sa retraite du mouvement syndical en 1983. Elle n'abandonnera pas pour autant les combats qui l'ont toujours animée et elle poursuit son engagement, particulièrement auprès des femmes. Elle a été membre fondatrice du Comité canadien d'action sur le statut de la femme, où elle a représenté le Québec pendant huit ans. Elle participe activement à divers comités et à plusieurs activités comme, par exemple, les comités de défense des droits des femmes autochtones ou encore la Marche des femmes contre la pauvreté, organisée par la Fédération des femmes du Québec en 1995. Encore aujourd'hui, sans relâche, Madeleine Parent poursuit son rêve de justice sociale.

ARCHIVES CANADA

LA PRESSE
QUÉBÉCOISE

ABONNEMENT

Envoyez votre nom et vos coordonnées postales avec un chèque fait à l'ordre de : **RPS - La Presse Québécoise**

20 \$ pour l'abonnement annuel

50 \$ et plus pour 10 numéros et l'adhésion au Cercle des Ami(e)s du journal

Somme jointe :

Retournez le tout à :

La Presse Québécoise : 1668, rue Poitiers, Terrebonne (Qc) J6X 4L6

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

VILLE : _____ CODE POSTAL : _____

TÉL. : _____ COURRIEL : _____



LA PRESSE
QUÉBÉCOISE
est un mensuel
et est la propriété de :

RPS
C. P. 306, succursale
« C », Montréal
(Québec) H2L 4K3

ÉQUIPE DE
RÉDACTION
Gérard Héroux
Benoît Roy

IMPRESSION
Payette & Simms inc.
(450) 672-6380

INFOGRAPHIE
Réjean Mc Kinnon

CARICATURISTE
Martin Durand

PHOTOGRAPHE
Donald Landreville

Le 65^e anniversaire du droit de vote des femmes québécoises

C'est le 18 avril 1940 que le Québec reconnut enfin le droit de vote et d'éligibilité des femmes.

Dirigé, par Adélar Godbout (1892-1956), qui fut Premier ministre de 1939 à 1944, le gouvernement d'alors a dû faire face à une vive et imposante opposition à cette décision pourtant parmi les plus démocratiques de notre histoire nationale. Cette opposition était dirigée par nul autre que le Cardinal Rodrigue Villeneuve o.m.i., l'archevêque de Québec et le Chef de l'Union nationale, Maurice Duplessis, député de Trois-Rivières qui redeviendra Premier ministre du Québec en 1944, il l'avait été de 1936 à 1939, et qui demeurera en poste jusqu'à son décès en 1959... Selon un sondage (déjà !) de l'époque même une majorité de femmes s'opposa à cette mesure élémentaire à nos yeux du Troisième millénaire.

Avec ce droit de vote accordé aux Québécoises, le nombre d'électeurs a ainsi doublé en un seul jour ! Quelle grande victoire pour la démocratie ! Rappelons que les femmes avaient eu le droit de vote en 1792, car ce droit était basé sur la propriété terrienne et qu'elle l'avait perdu au milieu des années 1830. Ce qu'il en aura fallu du temps et des énergies pour corriger une situation aussi inacceptable pour les femmes qui constituaient pourtant 50 % de la population ? Nous ne soulignerons jamais assez tout ce qu'il a fallu d'ingéniosité et de persévérance à des générations de militantes pour obtenir justice.

En 2005, il reste encore beaucoup à

faire pour que les femmes soient justement représentées au Parlement. Les femmes ont connu des victoires importantes et significatives. Toutefois, la route à la véritable égalité continue d'être jalonnée de difficultés aussi nombreuses que diverses...

Depuis 1940, la contribution des femmes à la construction (toujours inachevée) de la modernité québécoise a été singulièrement déterminante. Il reste encore un bout de chemin à faire, celui qui nous conduira à l'indépendance du Québec. Pour y parvenir à cette souveraineté qui nous libérera d'Ottawa la dispendieuse, l'implication constante des femmes est indispensable. Sans leur concours, le pays du Québec ne se réalisera pas.

En s'inspirant des pionnières du mouvement féministe québécois, ces grandes Patriotes d'hier, trop souvent encore mésestimées par l'historiographie officielle, les femmes du Troisième millénaire peuvent compter sur des convictions et des idées aussi larges que profondes. Les militantes de ce passé pas si lointain s'abreuyaient aux sources les plus progressistes et les plus documentées, soucieuses qu'elles étaient que leurs discours soient rigoureux et implacables.

Les Éditions du Remue-Ménage ont publié de nombreux ouvrages relatant la marche des femmes vers plus d'équité. Nous tenons à vous en recommander la lecture et à vous inviter de demander aux bibliothèques publiques de se procurer ces volumes, dont la

Fête nationale du 24 juin

Le gouvernement Charest coupe de 18 % le budget de la Fête nationale du Québec.

La décision, annoncée dans une lettre du ministre du Loisir Jean-Marc Fournier la semaine dernière, a soulevé mercredi la colère de Chantale Turcot, présidente du Mouvement national des Québécois, l'organisme qui organise traditionnellement plus de 750 activités à travers le Québec pour marquer le 24 juin. Une somme de 4,4 millions \$ devait être versée cette année, mais les organisateurs ne recevront que 3,65 millions \$, soit 750 000 \$ de moins que prévu pour l'organisation des festivités.

Confirmant la compression budgétaire, Mme Turcot a soutenu que « la Fête nationale est un moment fort dans la vie des Québécois et que les gouvernements devraient en prendre acte en assurant son financement de façon définitive ».

Plusieurs événements prévus pour la soirée du 23 juin et pour le lendemain devront être annulés. C'est notamment le cas du défilé qui marquait traditionnellement cette journée.

Uniquement pour les événements tenus à Montréal par la Société Saint-Jean-Baptiste, la diminution du budget représente une coupe de 250 000 \$, soit 30 % du budget, selon le président de la SSJB de la Métropole, Jean Dorion.

Dans un communiqué, il souligne de plus qu'une confirmation tardive du mon-

tant alloué empêche aussi une planification qui aurait permis de tirer le meilleur parti de ce qui est versé.

Pour sa part, le porte-parole de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale, Sylvain Pagé, député de Labelle, a déploré la décision du gouvernement Charest. Il estime que le gouvernement libéral, qui dit vouloir se rapprocher des communautés culturelles, vient de manquer une bonne occasion de le faire.

Il a mis en relief un récent sondage de Léger Marketing selon lequel une forte majorité de 71 % de citoyens, dont une proportion équivalente de personnes provenant des communautés culturelles, souhaite une aide financière maintenue ou accrue pour la Fête nationale.

Une cinquantaine d'artistes, les centrales syndicales et plus de 200 municipalités avaient demandé au gouvernement libéral de ne pas réduire le budget de la Fête nationale.

En 2004, le gouvernement Charest avait entrepris une première coupe dans le budget de la Fête nationale du Québec, le réduisant de 15 %, soit de 650 000 \$.

Pendant ce temps, le budget fédéral pour la Fête du Canada demeure beaucoup plus élevé, soit cinq millions \$ uniquement pour le Québec.

PC

fréquentation est essentielle pour qui veut comprendre les tenants et les aboutissants du combat féminin pour

une reconnaissance pleine et entière !

GILLES RHÉAUME

NOUVELLES BRÈVES ET PIQUANTES

Décidément la Commission Gomery ne cesse de révéler certains des dessous répugnants du plus grand scandale de l'histoire du Canada qui en a pourtant connu plusieurs autres. On ne compte plus les politiciens et les affairistes qui sont devenus millionnaires en s'empiffrant, tel dans une auge, avec l'argent des taxes... L'impression qui s'en dégage c'est qu'une bande de voleurs, de bandits de grands chemins se sont remplis les poches sans oublier de verser une cote au Parti libéral de Jean Chrétien, Paul Martin, Pierre Pettigrew, Denis Coderre et autres semblables. Le plus triste c'est que cette engeance ne semble pas avoir eu de limites... Ce qui inquiète aussi c'est qu'il est possible que les véritables responsables de ces exactions innommables resteront à l'abri de la police et de la justice... Bravo à la Ligue québécoise contre la corruption politique et la propagande canadienne qui, chaque

lundi, de 10h. à midi trente, tient une vigile devant l'édifice Guy-Favreau, sis au coin du boulevard René-Lévesque et de la rue Saint-Urbain à Montréal. Vraiment le Canada confirme chaque jour davantage qu'il est le royaume de la mafia...

La Cour suprême du Canada, dans un récent jugement, est encore une fois venue ouvrir la porte à l'enseignement en anglais au Québec. Une seule chose à retenir de toutes ces avocasseries : tant et aussi longtemps que le Québec ne sera pas un pays, il n'y aura pas de loi 101 possible. Seule l'indépendance nous libérera de la tutelle linguistique qui empêche le Québec d'être aussi français que l'Ontario est anglais...

Le Monument des Patriotes du Cimetière de la Côte-des-Neiges est dans un état de décrépitude avancé. Que fait la ministre Beauchamp, responsable de la Culture et député libéral de Bourassa à l'Assemblée nationale ? Comment un gouvernement peut-il demeurer aussi insensible au patrimoine ? Les

Patriotes sont les héros les plus populaires de notre histoire. Nous devons beaucoup à cette génération de 1837-1838. Honte à madame Beauchamp !

Jean Charest, le Premier ministre du Québec, vient de recevoir le Prix Citron de la revue Commerce ! Incroyable de voir un gouvernement aussi déconnecté du peuple. Il semble que le PLQ soit étranger et hostile aux aspirations les plus naturelles du peuple québécois. Ce gouvernement n'a de cesse d'accumuler les gaffes et les décisions plus anti-nationales les unes que les autres.

Le ministre des Finances du Québec, Michel Audet, a été incapable de présenter son budget à temps comme cela s'est toujours fait, sauf en temps de guerre. Jamais n'aura-t-on vu autant d'incompétence que celle qui prévaut actuellement dans les finances publiques québécoises. Tout se passe comme si ce gouvernement était constitué d'amateurs... Nous nous en souviendrons lors des prochaines élections que nous souhaitons pour le plus tôt possible.

Que dire des coupures dans le budget de la Fête nationale décrétées par l'imbuvable ministre Jean-Marc Fournier. Ce gouvernement se comporte comme s'il voulait empêcher les Québécois de célébrer dignement le 24 juin... Pendant que le Canada dépense 5 millions par année pour fêter le 1^{er} juillet qui n'intéresse personne, le gouvernement Charest coupe sans vergogne dans un budget qui pourtant devrait mieux refléter la fierté de notre peuple. Bravo au mouvement SOS 24 juin qui dénonce l'incurie des Libéraux.

Le scandale des commandites a commencé d'éclabousser les Libéraux du Québec. Des membres du cabinet Charest ont dû démissionner de leurs hautes fonctions parce que leurs noms a été mentionnés devant le juge Gomery. Comment Jean Charest, qui fut vice-président du Comité du NON au Québec en 1995, n'a-t-il rien vu des subventions secrètes et irrégulières versées à des groupes comme celui présidé par son ministre du revenu, Lawrence Bergman ? Le plus gros est à venir...

Alfonso Gagliano a dépensé de l'argent des commandites pour ériger une Place du Canada en Italie. Rien de moins ! Quand ce politicien troublant aura-t-il à répondre de ses faits et gestes ? Plus la Commission Gomery avance dans ses travaux plus on se rend compte que ce personnage était au cœur de toutes ces activités de propagande qui ont inondé, pollué le Québec à grands frais pendant que dans les hôpitaux les gens souffraient des coupures de budget du Canada... Gagliano nous donne la nausée...

Jean Lapierre a l'air d'un clown; un véritable bouffon que le député libéral d'Outremont à Ottawa. Plus personne ne le prend au sérieux. Tel un p'tit Jos connaissant, ce « donneux » d'heure projette constamment une image aussi lamentable que désolante. Comment peut-on être ministre et se comporter comme un mauvais saltimbanque ? Pauvre Canada aurait dit la Vierge Marie à Fatima, en 1917. Elle avait bien raison...

LUDGER CREVIER

Pour annoncer

communiquiez avec Gérard Héroux au 450-471-7350 ou avec Benoît Roy au 450-491-5437

De Gaulle et le Québec

Il faut soutenir le Québec

Note apposée par de Gaulle sur un télégramme de l'Ambassadeur de France à Ottawa, 22 décembre 1967

De tout ce que j'ai fait, c'est le Québec qui fut le plus mal compris. Ils ont cru que je ne tournais plus rond... » a dit le général de Gaulle peu de jours avant sa mort.

On conçoit la stupeur des Français quand, au lendemain matin du 24 juillet 1967 (le Vive le Québec libre), ils apprennent que « le Président de la République, en visite dans un pays étranger, ami et allié, avait lancé un appel à la révolte », car c'est en substance ainsi qu'on annonça la nouvelle en France ! On conçoit aussi l'empressement à s'indigner de tous ceux dans le monde qui, pour une raison ou une autre, avaient un sentiment d'irritation ou de jalousie à l'égard de ce personnage grandiose et qui saisirent l'occasion pour le critiquer.

Mais il est inadmissible que les observateurs professionnels, journalistes ou analystes de la chose publique, n'aient pas compris que le voyage de de Gaulle au Québec était un événement historique, comparable à l'envoi de Jacques Cartier par François Ier, et non pas d'une simple et aimable visite d'un chef d'état dans un pays étranger.

Bien des gens s'imaginent que, le 24 juillet 1967, le Général a eu une illumination subite ou alors qu'il a voulu assouvir une rancune contre les Anglo-saxons, les Britanniques, ou même les Américains. Non, les causes ne sont pas sur les bords de la Tamise, ni sur ceux du Potomac, mais sur les rives du Saint-Laurent. L'explication est plus simple mais haut placée : son sens du devoir. De Gaulle connaissait, et depuis très longtemps, la situation étonnamment coloniale du peuple Canadien-français. Servir les Cana-

diens-français, c'était pour lui, une très vieille obligation, et souvent renouvelée.

En voici quelques preuves :

- C'est aux futurs Québécois que de Gaulle a adressé son premier discours, à Londres, juste après son célèbre appel du 18 juin 40 « *La France a perdu une bataille. Mais la France n'a pas perdu la guerre* ». Le 1^{er} août 1940, de Gaulle leur parlait, par radio : « *Personne au monde ne peut comprendre la chose française mieux que les Canadiens français.* » Il continuait : « *L'âme de la France cherche et appelle votre secours parce qu'elle trouve dans votre exemple de quoi animer son espérance en l'avenir. Puisque, par vous, un rameau de la vieille souche française est devenu un arbre magnifique.* »

- En 1944, au titre de Chef de la France libre, de Gaulle est venu à Québec; il raconte son émotion : « *Je m'y sens comme submergé par une fierté française, bientôt recouverte par celle d'une douleur inconsolée, [fierté et douleur] toutes deux venues du lointain de l'histoire* ». À son second voyage, il dit aimablement à Ottawa : « *Nous avons plusieurs choses en commun* », allusion claire à son intérêt envers le Québec.

- Au troisième voyage de de Gaulle au Canada, en 1960, les Canadiens français se montrèrent indifférents (c'était encore « *la grande noirceur* » !) et les Canadiens anglais très désinvoltes. Le programme de ces quatre journées était exactement le même que celui que le Général refusa d'adopter sept ans plus tard. Il alla ensuite aux États-Unis où il fut reçu avec



enthousiasme. À son arrivée à Ottawa, il avait achevé son discours par : « *Vivent les peuples libres* ». Cette expression n'étonna pas... Pourtant, elle était très signifiante.

Et l'analyse qu'il fit de son voyage de 1960 est impressionnante :

« *Auparavant je n'avais pu qu'entrepercevoir les réalités profondes qui font de la fédération canadienne un État perpétuellement mal à son aise, ambigu et artificiel. Cette fois, je vais le discerner nettement, quoique ce ne doive être encore que sous une lumière tamisée. En quittant ce pays, je me demande si ce n'est pas grâce à l'institution d'un État de souche française à côté d'un autre de souche britannique, coopérant entre eux dans tous*

les domaines, librement et, de préférence, associant leurs deux indépendances afin de les sauvegarder, qu'un jour le Canada effacera l'injustice qui le marque, s'organisera conformément à ses propres réalités... »

Ainsi, quelques mois avant le début de la Révolution tranquille, De Gaulle proposait, au nord des États-Unis, deux états indépendants, associant de préférence « *leurs indépendances pour un meilleur bien commun.* ». Cela éclaire la manière dont il reçut Jean Lesage, écrivant en septembre 1963 : « *Le Canada français deviendra nécessairement un état* »

Résumé du début d'un mémoire de PIERRE-LOUIS MALLEN, octobre 1994 fait par CHANTAL MALLEN mars 2005

LE BILLET DE DÉSIRÉE

Madeleine Parent, une femme à l'avant-garde

La Presse québécoise a voulu souligner le 65^e anniversaire de l'obtention du droit de vote par les femmes du Québec. Cette législation parmi les plus déterminantes et les plus conséquentes de l'histoire de notre peuple, est venue modifier radicalement l'ordre des choses qui écartait effrontément la moitié de la population de la vie démocratique. Le droit de vote est une des colonnes de la modernité et si aujourd'hui rien n'apparaît plus normal que les femmes puissent participer directement et activement aux élections, il faut bien reconnaître qu'à l'époque les bien-pensants et la soi-disant élite s'opposaient féroce à cette mesure. Souvenons-nous donc avec respect et reconnaissance des pionnières du mouvement féministe qui ont rendu

possible, nécessaire et incontournable cette fameuse loi réparatrice d'une des iniquités les plus contraires à la justice sociale la plus élémentaire.

Madeleine Parent appartient à la première génération de femmes québécoises qui ont pu bénéficier du droit de vote, en 1940, elle avait 22 ans. Née à Montréal, en 1918, celle qui incarnera dans l'histoire l'opposition et la résistance au régime de Maurice Duplessis a poursuivi des études supérieures dans les grandes institutions, comme Villa-Maria et McGill où elle étudia en sociologie dans des temps où de semblables études étaient déjà en soi une audace saisissante. Dès cette époque, elle s'engagea dans les associations vouées à la défense et à l'illustration des droits humains. Ce qui caractérisera son

engagement socio-politique, c'est sa constance et sa consistance. Elle fut de tous les combats pour améliorer les conditions de vie de la classe ouvrière, habitée et animée par des convictions progressistes dans une société qui souvent n'avait ni les ressources ni les moyens d'ouvrir grandes les portes de la modernité... Son action dans les grèves du textile fait désormais partie intégrante de l'histoire officielle où son nom y est gravée en lettres d'or.

En 2005, malgré un âge aussi avancé que respectable, cette femme exemplaire continue d'inspirer les générations actuelles tant son courage, sa ténacité et sa détermination n'ont cessé de témoigner de la nécessité de l'implication sociale au service des plus démunis. Cette grande militante syndicale a pleinement mérité de la patrie reconnaissante. Celles et ceux qui militent pour le changement social dans le sens de

l'avancement des droits peuvent solidement s'appuyer sur la vie et l'œuvre de cette citoyenne émérite pour qui les droits nationaux des Québécoises et des Québécois apparaissent aussi en tête de liste de ses préoccupations.

Madeleine Parent connut les affres de la persécution politique pour ses idées et ses actions, elle a donc droit non seulement au respect, mais aussi à la gratitude de tout un peuple qui, par ailleurs, n'en finit plus d'accumuler les attaques sournoises et pernicieuses d'un régime politique celui du Canada, aussi insensible à ses aspirations les plus naturelles. Celles et ceux qui désirent en savoir plus sur cette grande figure du Québec peuvent consulter certains ouvrages notamment aux Éditions du Remue-Ménage, ils y trouveront moult détails sur un des vécus les plus conséquents de nos annales sociales.

DÉSIRÉE BOURBONNAIS

Le Québec et les médias

S.O.S Télé-Québec ! Télé-Québec est en péril

Si, comme elle l'a annoncé, la ministre Line Beauchamp donne suite au rapport du comité Bédard, remis en février dernier, et intitulé « *Télé-Québec- Priorité à l'écran* », nous assisterons à une détérioration grave et certaine de cette télévision publique.

Rappelons d'abord les principales recommandations du rapport Bédard:

- fin de la production par Télé-Québec « *le plus rapidement possible* »;

- transfert de la totalité de cette production chez les producteurs privés [appelés ici pudiquement producteurs indépendants (sic)];

- mise à pied de « *près d'une centaine* » (on donne ici dans le vrac) de personnes;

- les studios de Télé-Québec, dès lors devenus inutiles, on s'en débarrassera en les confiant à des « *services de spécialistes en immobilier* »;

- la subvention gouvernementale annuelle devrait être maintenue, mais non augmentée;

- on hausserait la publicité de 50 %, faisant passer le maximum de huit minutes l'heure à douze minutes l'heure.

La mise à pied de « *près d'une centaine* », c'est grave, non ? Pantoute, explique le comité ! Parce que, nous dit l'étonnant rapport Bédard, en additionnant l'économie d'une centaine de salaires à la hausse des revenus publicitaires, on arrive à des résultats surprenants, extraordinairement inattendus ! Lisez plutôt, parce que ça ne s'invente pas et que vous ne me croiriez pas si je le résumais : « *...le nombre d'emplois créés par suite de la révision proposée excédera largement la réduction des effectifs internes de Télé-Québec. La hausse des dépenses d'émissions jumelée au recours systématique à la production indépendante (sic) contribuera à produire un gain net de près de 700 emplois par année (équivalent temps plein) dans ce secteur, ce qui portera le nombre total d'emplois découlant des dépenses d'émissions de Télé-Québec à près de 2 500 emplois directs et indirects par année répartis sur l'ensemble du territoire québécois* ».

Wow !...C'est fort !... Et voilà pour quoi votre fille est muette !...disait ce médecin de Molière.

Imaginez un peu ! Faisons ensemble

une règle de trois: si « *près d'une centaine* » de mises à pied, à Télé-Québec, créent tous ces nouveaux emplois, combien de nouveaux emplois seraient créés si, toutes proportions gardées, on faisait la même chose à Radio-Canada? Je vous laisse compter, ça tient du miracle! Mieux encore: si on le faisait avec les gouvernements ?... Si, par exemple, on confiait les ministères à SNC-Lavalin, à CGI et Price Waterhouse, eh ! bien, faudrait importer de la main-d'oeuvre !

Le ridicule de ce rapport que l'on croirait rédigé dans une officine de producteur privé n'est pas, à mon avis, suffisamment mis en évidence dans nos médias qui, tout compte fait, n'en ont que peu traité. L'ennui, c'est que ce rapport n'est pas que ridicule: il est dangereux. Sans doute cela explique-t-il que la directrice de Télé-Québec, Louise Gendron, n'ait pas apposé sa signature au bas de ce rapport.

Au nombre de ces dangers, celui-ci: la remise des émissions dites d'affaires publiques, secteur particulièrement stratégique, sous la responsabilité du secteur privé! Déjà, de grandes institutions comme Radio-Canada et comme Télé-Québec, dans leurs émissions d'affaires publiques, doivent lutter pour préserver un minimum d'indépendance vis-à-vis des gouvernements et des grandes institutions sociales et économiques du pays. Et il arrive qu'elles échouent. On connaît, à cet égard, un certain nombre d'histoires d'horreur: censures, interventions, pressions, etc. Alors, imaginez le petit producteur privé, extrêmement vulnérable, vivant ou vivotant d'un contrat à l'autre, toujours susceptible d'être remercié de ses services, toujours susceptible de représailles de la part des milieux politiques et économiques... Au moins, quand nous sommes face à des productions de Radio-Canada ou de Télé-Québec, nous savons d'où peuvent venir les coups, les censures et autres pressions. Il faut donc être bien présomptueux, ou innocents comme ça n'est plus permis, ou alors simplement hypocrites, pour oser penser que les producteurs privés seraient, eux, au-dessus de la mêlée !

Franchement... Ce mépris, ou cette méconnaissance crasse de l'univers complexe des affaires publiques, affichée par le comité Bédard, laisse pan-tois et détruit le peu de crédibilité qu'il

pouvait encore réclamer. Le portrait de la Télé-Québec tracé par le comité Bédard est au fond assez simple. Il est caricatural. Nous nous retrouverions, s'il se concrétisait, avec un bureau central, administré par des cadres qui, complètement coupés de la réalité de la production télévisuelle (recherche, scénarios, réalisation...), distribueraient des contrats à gauche et à droite, à des producteurs privés géniteurs d'emplois précaires, non syndiqués, temporaires, corvéables à merci. Puis, ils mettraient en ondes les résultats de ces travaux...

Bref, tout cela équivaudrait à mettre la hache dans une maison qui a eu des hauts et des bas, mais qui a ses lettres de noblesse. Pour décider de l'avenir de Télé-Québec, nous méritons mieux, beaucoup mieux que le résultat bancal d'un comité où l'ombre des producteurs privés a rendu plusieurs paires d'yeux complètement aveugles ! Télé-Québec aussi mérite mieux !

Dernier, mais non le moindre des dangers : historiquement, dans tous les

pays où la télé publique existe, c'est elle qui fixe et impose le standard de qualité. Le privé, toujours confronté à ce standard, s'en éloigne dans sa quête des cotes d'écoute, mais il ne peut jamais oublier l'existence de ce standard plus élevé ni s'en éloigner trop, sous peine de jeter un éclairage trop cru sur sa médiocrité. Or, ce que l'on sait d'expérience, c'est que plus le standard de qualité de la télé publique diminue, plus celui du privé diminue. C'est, dirait Einstein, mathématique !

C'est peut-être comme ça, aujourd'hui, qu'on a TQS... Si maintenant on ravale Télé-Québec à l'ombre d'elle-même, où donc allons-nous atterrir ? Et ce jour attendu de l'indépendance du Québec, que souhaitons-nous avoir: un amalgame boiteux de petites et frieuses maisons de production ou alors un véhicule majeur, capable de porter une image de nous qui soit autre chose que le reflet de quelques petits intérêts économiques particuliers ?

JACQUES KEABLE

**Je souhaite rendre hommage
à ces pionnières qui ont su se battre
pour faire reconnaître les droits
des femmes.**



Yvon Lévesque

DÉPUTÉ - ABITIBI - BAIE-JAMES - NUNAVIK - EÉYOU

CIRCONSCRIPTION

888, 3^e avenue, suite 405

Val-d'Or Qc J9P 5E6

Téléphone : (819) 824-2942

Sans frais : 1-888-824-2942

Télécopieur : (819) 824-2958

courriel : deputylevesque@cablevision.qc.ca

site web : yvonnelevesque.com

OTTAWA

Bureau 318

Édifice de la Confédération

Chambres des Communes

Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Téléphone : (613) 992-3030

Télécopieur : (613) 996-0828

courriel : levesy0@parl.gc.ca



Visitez le site du RPS sur la Toile à l'adresse :

RPS - www.rpsquebec.qc.ca

Carnet d'un Québécois engagé

25 février. On nous annonce que les finances publiques du Québec sont lourdement affectées par le budget fédéral. Le ministre des relations fédérales-provinciales affirme même que «le déséquilibre fiscal est devenu indécrottable». Dire que certains s'attendaient à ce que l'avènement d'un gouvernement libéral à Québec aplanisse toutes les difficultés avec Ottawa.

27 février. La cause de l'indépendance doit être portée par un discours qui l'explique, la fait valoir, en fait la promotion. Malheureusement, ce qu'on entend surtout c'est : est-ce qu'on va tenir un référendum dans la première ou la deuxième partie d'un prochain mandat ? Il s'agit plutôt d'expliquer pourquoi il faut faire l'indépendance. Il faut dénoncer sans arrêt le déséquilibre fiscal, le scandale des commandites, les empiètements du fédéral, la minorisation du Québec dans le Canada, le recul du français à Montréal, le traitement du Québec dans la péréquation, etc., etc.

1^{er} mars. La Commission Gomery. Pourquoi les commandites ? Il s'agissait « d'augmenter la visibilité du Canada au Québec ». Le Canada n'était pas assez visible !

Il faudrait rappeler continuellement aux Québécois que le but de l'opération des commandites était d'étouffer les aspirations démocratiques du Québec. Au lieu de satisfaire les revendications démocratiques des Québécois, on met en place une immense machine qui va tout écraser. Les médias ne font presque pas référence à la saleté foncière de la démarche. Ils ne rappellent que les abus auxquels elle a donné lieu de la part de ses artisans. À entendre parler les commissaires, il fallait conjurer la menace que le Québec faisait planer sur le Canada ! Le point de vue du Québec n'est même pas pris en considération. Voici ce que l'on pouvait lire dans *Le Devoir* du 21 février 2005, sous la plume de Jim Brown, de la Presse canadienne : « *Le fédéral a dépensé 250 millions dans le cadre du programme des commandites, principalement pour rehausser sa visibilité au Québec et combattre le mouvement souverainiste. L'essentiel de la controverse provient des 100 millions facturés en commissions et en frais de toutes sortes par des agences proches des libéraux qui ont fourni peu ou pas de services en échange.* »

2 mars. Ce que je trouve malhonnête chez les fédéralistes, c'est qu'au lieu d'essayer de comprendre le malaise et

l'insatisfaction des Québécois et de tenter de leur trouver un remède, ils jouent sur leur sentiment d'insécurité, et de peur. C'est une stratégie qui est très ancienne et qui n'en est que plus dégradante.

On a fermé GM de Boisbriand l'an passé. Cette année, Ottawa finance GM Canada en Ontario, pour un montant de quelque quatre cents millions de dollars. Le Québec doit contribuer au moins cinquante millions à cette subvention...

3 mars. Débat aux États-Unis au sujet de l'embargo sur le boeuf canadien à cause de l'histoire de la vache folle de l'Alberta. Et dire que nous sommes à trois mille milles de l'Alberta. Je parierais que si le Québec n'avait pas fait partie du Canada, il n'aurait pas été touché par cet embargo.

7 mars. Au lieu de se demander s'il faut tenir un référendum dans le premier ou la deuxième moitié du prochain mandat, il faut expliquer pourquoi il faut tenir un référendum, pourquoi il faut faire l'indépendance.

9 mars. Un de mes amis va faire un voyage en Italie. Il va prendre l'avion à Dorval, se rend à Toronto, repasse au-dessus du Québec pour se rendre en Italie. C'est qu'au Québec, nous n'avons pas d'aéroport international, nous n'existons pas...

12 mars. Que penser de l'enseignement de l'anglais en première année du primaire ? Je propose une règle très simple pour régler ce problème : qu'on traite l'anglais au Québec comme le français est traité en Ontario. Est-ce qu'en Ontario la majorité anglophone fait apprendre le français aux petits anglophones en première année ? Pourquoi ce qui est si bon ici ne l'est pas là-bas ?

13 mars. Parade de la Saint-Patrick. Les Québécois d'origine irlandaise ont leur défilé. Les Québécois n'en ont pas. J'imagine que c'est cela le multiculturalisme.

22 mars. Rarement le mécontentement à l'égard du gouvernement, au Québec, a été aussi fort qu'il l'est présentement. Ce mécontentement tient à ce que l'on a l'impression que le gouvernement ne sait pas où il va, ou s'il le sait, il garde cela comme un secret. Et ce qui est très significatif, ce sont les jeunes qui sont les principales victimes du malaise actuel. Les jeunes, c'est-à-dire l'avenir du pays. Mais où donc est passé Jean Charest ? Il me semble qu'on ne le voit plus...

PAUL-ÉMILE ROY



Les étudiants doivent aller jusqu'au bout de leurs revendications

Ce qui se passe au Québec actuellement est très intéressant. Les hommes politiques parlent d'argent, de chiffres; les étudiants parlent d'une nouvelle société. Et ce qui est peut-être encore plus remarquable, c'est que les étudiants ont la sympathie du public. Ils sont plus structurés que les hommes politiques, ils ont une conscience sociale plus éclairée et font preuve d'une grande maturité.

Au fond du conflit, donc, ce sont deux conceptions de la société qui s'affrontent. Il y a quelques jours, le Premier ministre, qui reste maintenant dans les coulisses, disait que les étudiants québécois étaient les mieux traités au monde. Il n'était pas au courant qu'en France et dans d'autres pays européens, l'éducation est gratuite à tous les niveaux. Le ministre de l'Éducation ne semble pas conscient non plus que le monde est en train de changer. Il devrait lire ce que les manifestants ont écrit sur leurs pancartes: « *Non au poison libéral !* », « *L'éducation, droit ou privilège ?* »

Quand les étudiants réclament la gratuité scolaire, ils veulent une société plus humaine, plus démocratique, plus juste. Ce qu'ils contestent, c'est justement le type de société fondée sur la « pensée managériale » qui ne se soucie pas des êtres humains, mais avant tout d'une certaine économie de marché. Il faut que les étudiants comprennent que ce qu'ils réclament, ils ne peuvent l'obtenir dans la société canadienne actuelle qui s'aligne sur les États-Unis. (D'autant plus que les commandites nous coûtent bien cher !). Les étu-

dants veulent une nouvelle distribution de la richesse. Ils doivent avoir conscience qu'en dernier ressort, ce qu'ils revendiquent, c'est un nouveau pays. Ce qu'ils réclament, ils ne peuvent l'obtenir que dans un Québec indépendant.

Notre appartenance au Canada et notre proximité des États-Unis nous rendent la vie difficile, nous empêchent d'évoluer comme nous le voudrions. La gratuité scolaire à tous les niveaux devrait être la priorité de tous les pays riches. C'est une façon de donner à tous une égalité de chances. C'est une façon de distribuer la richesse d'un pays d'une manière plus équitable. Nous vivons dans une société qui paye ses athlètes des millions de dollars par année et des P.D.G. de grandes banques jusqu'à quarante millions de dollars par année, et refuse à ses jeunes de mener une vie décente pendant leurs études. Ce que les étudiants réclament, c'est plus de justice. C'est surtout l'avènement d'une société qui établira une hiérarchie des valeurs plus équitable. J'ai l'impression que les gouvernements ne s'en aperçoivent pas, mais c'est une véritable révolution qui gronde actuellement. Ils essaient d'étouffer des revendications très légitimes, revendications qui sont d'ailleurs satisfaites dans de nombreux pays. La gestion aveugle, au jour le jour, que nous connaissons chez nous, ne peut que nous mener dans un cul-de-sac. Il faut y réfléchir et prendre les mesures qui s'imposent avant qu'il ne soit trop tard.

PAUL-ÉMILE ROY

Chronique du présent

Taximan

Stanley Péan est écrivain. Né Haïtien, il est arrivé au Québec, à Jonquière plus précisément, dès la première année de sa naissance. Il est aujourd'hui président de l'Union des écrivaines et écrivains québécois. Il a consigné notes et anecdotes – propos recueillis depuis la banquette arrière des taxis – sous le titre de Taximan. Cette appétissante lecture m'a révélé une de ses identités, l'haïtienne, à laquelle je ne m'étais jamais attardé. Je ne l'ai jamais vu autrement que comme un Québécois. « Ah, ou pa ayisyen vre »¹, déduisent certains de ses compatriotes taximen. Tant mieux si les chauffeurs haïtiens le relient à son pays natal, cela ne fait que prendre la mesure universelle de l'humanité qui est en lui.

Cela dit, j'ai lu un livre de sociologie haïtiane montréaloise dont la réalité n'en est pas toujours une de justice sociale : « [...] les flics à qui il arrive de viser la tête de jeunes noirs même pas armés, coupables de ressembler vaguement au portrait-robot d'un bandit recherché [...] ». Péan préfère parler de culture haïtiano-québécoise ancrée dans un mélange de créole,

d'anglais et de français pas toujours réussi mais résolument vivant. Et cette autre réalité du « *purgatoire des factories* » qu'avaient connues les deux filles d'un Haïtien taximen venu au Québec « *tout de même avait [été] préféré à l'enfer duvaliériste, certes, mais ne ressemblait pas pour autant au paradis* ». Ces deux filles, si elles ont entendu la chanson de Clémence DesRochers, *La vie de factrie*, il est impossible qu'elles ne se soient pas reconnues : « *J'suis v'nue au monde seule comme tout l'monde / C'est seule que j'continue ma vie [...].* »

Vivre au Québec, c'est partager, oui, un destin commun, incluant l'expérience de l'anonymat et de la pauvreté. C'est aussi pouvoir partager une même langue, une même culture, voire un même désir du pays. Ce qui est parfois mal compris : « *Mais aujourd'hui, avec tous ces groupes d'extrême-droite qui réclament un Québec souverain et blanc [...]. Haïti, c'est justement des refrains sur la fierté nationale qui ont porté Papa Doc au pouvoir...* » Et Péan d'objecter rapidement : « *Ne confondons pas nationalisme et nazisme* ». Cela dit, au plus fort du « *nationalisme*

Les indépendantistes de l'Ouest pourraient bientôt avoir leur parti officiel

Un mouvement prônant l'indépendance des provinces de l'Ouest a fait des progrès vers l'obtention du statut de parti officiel, à Kelowna, Colombie-Britannique.

Une quarantaine de personnes ont assisté, samedi, le 12 mars 2005, à une réunion du Western Block Party, que Doug Christie présente comme le moyen par lequel les résidents de Colombie-Britannique, d'Alberta, de Saskatchewan et du Manitoba pourraient créer leur propre pays.

« Nous avons 340 membres inscrits avant aujourd'hui, et il nous en faut 375 pour être inscrit comme parti

politique officiel », a-t-il dit à son auditoire.

Reprenant les thèmes qu'il véhicule depuis la fin des années 1970, M. Doug Christie, un avocat qui s'est fait connaître en défendant des personnes accusées de crimes haineux. Il a critiqué les bureaucrates et le fardeau fiscal imposés par Ottawa. Il a accusé Ottawa d'étouffer la libre entreprise et les libertés individuelles.

Il ajoute « *Si nous ne faisons rien, nos enfants et les enfants de nos enfants auront moins de liberté que nous.* »

KELOWNA (PC)

trionphant » des années soixante et soixante-dix, l'identité québécoise était mise en relation avec d'autres identités, tantôt avec « *une sensibilité de colonisé* » Michelle Lalonde : « *Tu es noire, qu'est-ce que tu fais dans ce pays.* » (*Tu es noire*, Stéphane Venne, 1966); tantôt à travers des amours interraciales : « *Et si le monde blême / Veut blâmer nos amours / Ta peau valant la sienne.* » (*La peau noire*, Jacques Blanchet, 1965). Comme on le voit, la réalité noire posait et pose tou-

jours la question de l'impérialisme blanc; de la même manière que la réalité coloniale posait et pose encore la question de l'impérialisme économique. Péan a raison : « *Le Canada n'est plus composé de deux solitudes, mais de nombreuses solitudes qui suivent dans la cité des routes à jamais parallèles.* »

BRUNO ROY

1. « Ah ! vous n'êtes pas un vrai haïtien. »

Activités de formation de Gilles Rhéaume Printemps 2005 (avril - juin)

Toutes les rencontres se tiendront au 82, rue Sherbrooke Ouest à Montréal (H2X 1X3), coin de Saint-Urbain, métro Place-des-Arts, les mardis soirs de 18:45 à 20:45h. La participation suggérée est de 8 \$. Pour RSVP et renseignements : courriel : www.gillesrheaume.com téléphone : 514 843 8851 poste 270 (24/24h.).

Ateliers pratiques d'art oratoire

À partir du mois d'avril les ateliers se tiendront les 2^e et les 4^e mardis du mois. La prise de parole politique pour les militants québécois. Chaque soirée est un tout en soi.

L'Histoire de la langue française au Québec

Depuis ses origines jusqu'à nos jours. Chaque causerie constitue un tout en soi. Les 19 avril, 17 mai et 21 juin alors que respectivement, nous traiterons du français sous le Régime Anglais de 1760 à 1840, puis sous l'Union de 1840 à 1867, sous la Confédération puis au XX^e siècle, le siècle de la mobilisation pour le fait français.

Hommage au Chevalier de Lorimier

Le 22 mai, sera dévoilé le buste de de Lorimier à Saint-Cuthbert dans Lanaudière. Grand-messe présidée par l'évêque de Joliette, Mgr Lussier à 9 :30h, ensuite, criée des donateurs, dévoilement du buste et cidre d'honneur. Départ de la Maison-Duvernay vers 8 :15, retour même endroit vers 16:00h. Participation : 12 \$. Durant le trajet je broserai le portrait de de Lorimier.

Circuit d'autobus consacré aux Patriotes

Le 23 mai 2005. Départ de la Maison Ludger-Duvernay vers 09 :00 et retour au Pied-du-courant vers 13:30. Thème 2005 : « *Les héros de Saint-Eustache* ». Visite des sites patriotiques des Basses-Laurentides et portrait des leaders régionaux.

Publications disponibles

Violations par le Canada des droits politiques des Québécois, mémoire déposé à l'ONU en 2000 dans lequel le vol du référendum de 1995 et la propagande canadienne, y sont dénoncés. 3 \$, 5 \$ par la poste. *Notes sur les circonstances entourant la Confédération de 1867*, même prix. *Comptes rendus de lecture*, quatre séries aux mêmes prix chacune.



BLOC
QUÉBÉCOIS

Christiane Gagnon
Députée de Québec

Ce mois-ci, nous célébrons le 65^e anniversaire de l'obtention du droit de vote des femmes au Québec.

Il s'agit d'une belle occasion de constater tout le chemin parcouru par les femmes depuis ce temps et de se rappeler qu'elles sont encore aujourd'hui sous-représentées aux postes électifs à tous les paliers de gouvernement.

320, rue Saint-Joseph Est, bur. 209 Québec G1K 8G5
Tél.: 523-6666 Téléc.: 523-6672 Courriel: gagnoc1@parl.gc.ca

Le roi est nu

Difficile d'admettre qu'avec le scandale des commandites, le roi Jean Chrétien, l'homme qui s'était donné pour mission de « sauver le Canada » est tombé au bas du piédestal qu'il avait créé pour sa propre gloire, lui et toute sa cour. Maintenant, le roi est nu. Mais nous éprouvons de la difficulté à nous en rendre compte.

Autant plus difficile à admettre que, habitués comme nous le sommes à l'inféodation et la soumission servile à des autorités qui nous dictent notre ligne de conduite depuis longtemps, nous restons pris au piège que la psychanalyste suisse Alice Miller appelle l'idéalisation infantile des parents, et par extension, idéalisation infantile de tout ce qui occupe une position d'autorité : ministre, premier ministre, roi, reine, empereur, chef d'entreprise et même chef d'un gang criminel. Des « hauts placés » comme nous persistons à dire dans notre langage d'un peuple qui a surtout besoin de lécher des bottes et qui refuse obstinément de se prendre en charge et se gouverner lui-même.

Notre manie de l'idéalisation infantile porte à conséquences. Nous avons encore la tendance à excuser trop facilement les bourdes magistrales, les fautes de gestion et même les crimes

des « grands personnages » dont l'esprit est perdu dans de grands idéaux inaccessibles aux gens ordinaires. Ces « grands personnages » lorsqu'on les regarde de près, ne sont en fait que du petit monde qui se prend pour du grand monde. Ils ont gravi les échelons du pouvoir et de la fortune avec l'argent et la misère des autres, par la force du poignet, à coups d'intrigues et de bassesses. Du tout petit monde parce que ces gens s'appuient sur des idéaux qui donnent bonne conscience à rabais, mais par leur ambiguïté même, rejettent en partant la faute sur les autres lorsque leurs projets grandioses tournent mal, faute de les avoir confrontés à la loi des faits et aux principes qui gouvernent la réalité. Ce privilège appartient aux adultes. Il n'est pas un idéal comme les idéaux enfantins qui nous influencent encore.

Entre autres, examinez d'un œil critique le slogan « J'y suis j'y reste pour ma liberté » qui appuyait le NON au référendum de 1980. Personne n'a défini de quelle liberté il s'agissait, mais la simple évocation du mot liberté et son association avec les « grands personnages » qui en garantissaient le contrôle ont été suffisantes pour apeurer une majorité de l'électorat. En géopolitique, on discerne généralement entre la liberté du propriétaire d'un

Pour une presse nationale

Les Constituants de la Révolution française, qui ont inspiré la Déclaration des Droits de l'Homme, avaient déjà posé la condition première de la démocratie, l'éducation politique, qui allait modifier les mœurs jusqu'à la consécration du droit de vote pour tous; les femmes il n'y a pas si longtemps et les immigrants dans certains pays d'Europe.

L'information politique, c'est le moyen, pour le citoyen, de savoir comment sa société évolue. Les médias, c'est aussi le moyen de dialoguer avec les instances dirigeantes, de renvoyer l'image de la perception populaire à ceux qui ont trop tendance à se fondre au sein de leur parti et de ramollir leurs idéaux.

Nous n'avons pas de quotidien souverainiste au Québec. Peur de penser que nous avons raison, croyance à l'effet qu'il n'est pas possible d'être à la fois souverainiste et objectif ? Notre timidité, conséquence historique de la colonisation, nous empêche de com-

prendre que tous les médias sont partisans. La haute direction de Radio-Canada dirige et oriente l'information depuis Trudeau, que ce soit par les budgets, par les promotions, par la programmation. Nous retrouvons une volonté politique d'orienter l'information à *La Presse*, ou une simple volonté commerciale dans le groupe Quebecor... Mais nous ne retrouvons aucune volonté souverainiste dans les médias québécois.

Nous n'avons pas non plus de journalisme d'enquête, et le succès d'Infoman le démontre. Imaginons seulement ce que pourrait et devrait devenir l'information ici et demain : des cours d'histoire et la lecture des journaux d'époque au primaire, puis au secondaire et au Cégep, l'étude des quotidiens auxquels les étudiants devraient s'abonner. Des étudiants qui, dans quelques années seront de meilleurs citoyens, de meilleurs critiques et des souverainistes éclairés.

ALAIN COGNARD

domaine collectif, appelé possédant, et celle des occupants, notamment des squatters, qui habitent le domaine sans statut aucun comme c'est le cas des Québécois. Il ne fut pas question de soulever ce problème en 1980. C'était un savoir interdit. La Constitution de 1982, appelée « rapatriement » par P.E. Trudeau, s'est abstenue de soulever ce problème central non seulement pour le Québec mais pour tout le Canada.

La liberté n'est ni un idéal abstrait ou projetée sur un grand personnage ni un héritage. Elle est une conquête de chaque instant. En partant, elle exige une prise de conscience de ses démons

intérieurs, dont les idéaux infantiles que nous entretenons lorsque nous vivons une servitude qui se perpétue et dont nous craignons de nous défaire.

Voilà le premier combat que nous devons gagner avant de nous prendre en charge et assumer pleinement notre propre État : l'État du Québec, sans inféodation à aucun autre pouvoir politique. La transcendance, ou chemin de la perfection du monde, est inscrite dans le réel vécu à chaque instant, non dans l'idéal infantile de la publicité qui nous contrôlera toujours tant que nous n'aurons pas décaissé notre inconscient de tous ces mythes qui nous paralysent.

RENÉ-MARCEL SAUVÉ

Yvette Rousseau La réussite d'une vie HUGUETTE O'NEIL



456 p. • 29,95 \$ • illustré



Cette biographie raconte la vie exceptionnelle d'une femme remarquable qui aura été tour à tour institutrice, fermière, ouvrière, syndicaliste, présidente de la Fédération des femmes du Québec, initiatrice avec le gouvernement du Québec de la création du Conseil du statut de la femme, et enfin sénatrice. À lire pour connaître cette figure qui a marqué l'histoire du Québec et du Canada.

En vente chez votre libraire

les éditions du remue-ménage

1803-1839, François Marie Thomas, Chevalier de Lorimier Campagne de financement

Coupon-Réponse

Je suis heureux de participer au financement du buste de Lorimier.

Ci-joint mon don de\$ Comptant () Chèque ()

Libeller votre chèque à l'ordre de : **Fabrique de Saint-Cuthbert**, avec mention :
Fondation pour le buste de Chevalier de Lorimier laquelle émettra le reçu d'impôt
des dons de charité. (dépôt direct # compte 815 00037 200048 ES-1)

Adresse de retour :

Fabrique de Saint-Cuthbert, 1991 rue Principale, Saint-Cuthbert QC J0K 2C0

NOM : _____

ADRESSE : _____

VILLE : _____

CODE POSTAL : _____

Téléphone : _____

Courriel : _____

Signature : _____



Le nom des donateurs sera inscrit sur un document qui sera déposé dans la base du monument pour les 100 \$ et plus. Un certificat numéroté aux couleurs des patriotes sera remis à toutes les personnes qui auront contribué à plus de 100 \$. Le nom des donateurs de 1000 \$ et plus sera inscrit sur une plaque adossée au monument. Merci de contribuer à la campagne de financement du buste François Marie Thomas Chevalier de Lorimier.

L'apartheid hospitalier

La seule question qui importe : pourquoi deux centres ?

Le silence qui pèse sur cet inutile dédoublement tient tout autant de la censure que du recul coupable devant l'obscénité. La pensée démissionnaire trafique, sous l'évidence des acquis inquestionnés, des injustices et des privilèges qui ne s'expliquent que par le caractère inachevé du redressement national. Questionner la pertinence et le bien-fondé du dédoublement de cette institution, c'est lever le voile sur les choix à faire quant à la place des institutions nationales dans l'organisation de la société québécoise. Et lever ce voile, c'est accepter de regarder lucidement la place que tiennent la communauté anglophone et ses institutions dans les institutions nationales. Le choix du dédoublement, c'est celui du développement séparé.

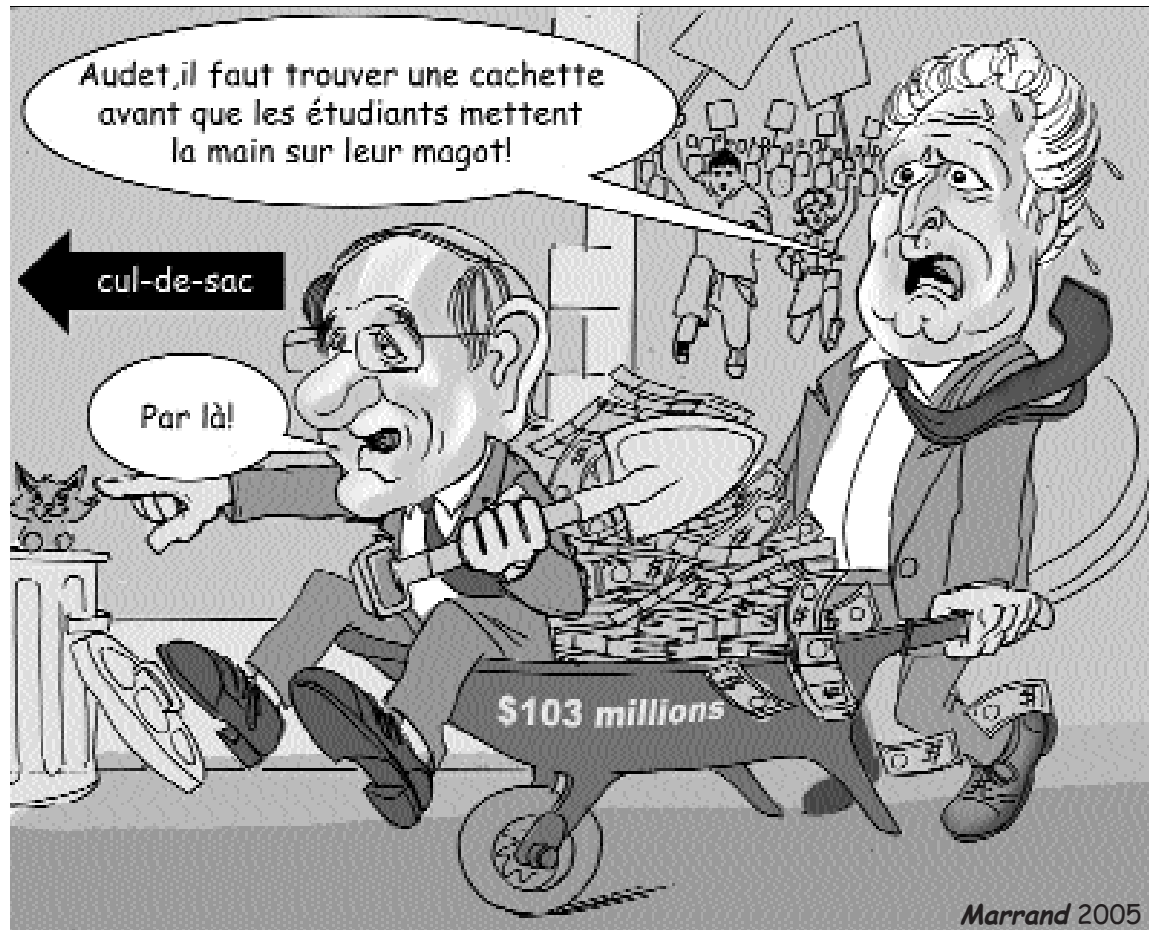
Quel que soit l'angle sous lequel on l'examine, cette décision ne se défend pas au regard des critères économiques et administratifs usuels. L'Université McGill bénéficie déjà d'un traitement de faveur en se voyant attribuer 25 % des places en médecine : c'est trois fois le poids de la minorité anglophone au Québec. Son centre (MUHC) recevra la moitié du budget total pour un projet comportant 200 lits de moins que le CHUM. Ses diplômés représentent seulement 10 % des médecins pratiquant au Québec. En comparaison, l'Université de Montréal en forme 40 %. Reprenant ces chiffres, le président de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal a lancé un appel le 23 mars dernier pour réclamer des audiences publiques. Il a particulièrement insisté sur la dimension linguistique de ce choix. Il est absurde de prétendre intégrer en français et en faire la langue commune des institutions et de la vie publique quand on place ainsi les deux projets sur un même pied d'égalité. Il y a là un refus d'ordonner la vie publique selon les exigences de cohésion nationale.

Au moment où la grève étudiante s'enlise sous la médiocrité gestionnaire d'un Jean-marc Fournier plus sectaire que jamais, alors qu'on nous annonce d'autres coupes sombres à l'aide sociale, faire silence sur le

dédoublement des centres hospitaliers universitaires tient de la plus puante démission. Un scandale. Les sommes manquantes et bien davantage seront englouties dans la seule duplication des bureaucraties et structures de gestion de ces deux hôpitaux.

On ne peut pas s'en tirer avec une pirouette en disant que, de toute façon, les francophones seront servis en français au MUHC. On ne parle pas ici de prestation de services, mais bien de configuration des institutions nationales. On ne s'en tirera pas non plus en plaçant qu'il y a des étudiants et des chercheurs francophones qui vont œuvrer et bénéficier du MUHC. Ils y seront comme des minoritaires dans une institution financée par l'ensemble des contribuables. Personne ne dit que McGill n'est pas un centre d'excellence et rien ne dit qu'il ne pourrait le demeurer en s'inscrivant dans une structure unique. À moins que l'on tienne pour une menace d'avoir à fonctionner selon la règle commune. Never under french rules disaient les orangistes.

La vérité, c'est que ce dédoublement constitue un refus de réaménager les rapports de l'Université McGill avec les institutions nationales. S'il est vrai, comme le répètent sans cesse ses dirigeants, que McGill se définit comme une université québécoise, s'il est vrai qu'ils tiennent à témoigner de ce sentiment d'appartenance, on ne comprend pas pourquoi cela ne se traduirait pas par une intégration à un système national de soins et d'enseignement qui réponde aux besoins de l'ensemble de la population et qui fonctionne avec la cohésion requise. Il ne



peut y avoir qu'un seul navire amiral. La vérité, c'est que le gouvernement du Québec et une trop grande partie de l'élite francophone (en particulier dans le monde universitaire et médical) refusent de faire face aux exigences nationales et aux réaménagements

des rapports intercommunautaires que cela implique. Le choix des deux centres, c'est celui de l'apartheid hospitalier.

ROBERT LAPLANTE
Directeur de L'Action nationale

À l'occasion du 65^e anniversaire du droit de vote des femmes du Québec, exprimons notre reconnaissance à cette génération de militantes qui a pavé la route de la modernité à tout un peuple.



Jean-Claude St-André
DÉPUTÉ DE L'ASSOMPTION

L'Oasis du Vieux Palais
259, rue St-Étienne
Case postale 3404
L'Assomption (Québec) J5W 4M9
Téléphone : (450) 589-5579
Télécopieur : (450) 589-0208

Saviez-vous que ?

Que vous fassiez vos courses chez Axep, Jovi, Loblaw, l'Économe, l'Intermarché, Marché Plus, Maxi, Proprio, Provigo, Votre Épicière, vous avez affaire à une seule et même compagnie : Loblaw, dont le siège social est à Toronto. LAURE WARIDEL

À lui seul, le chiffre d'affaire de Wal-

Mart est plus important que le PIB des 167 pays les plus pauvres de la planète. LAURE WARIDEL

La Revue d'histoire de l'Amérique française, fondée en 1946 par LIONEL GROULX est publiée par l'Institut d'histoire de l'Amérique française. Visitez : <http://www.cam.org/~ihaf/>

Grandes figures féminines de l'histoire du Québec

Simone Monet Chartrand (1919-1993)

En avril 1940, Simone Monet Chartrand avait 21 ans. Elle appartient donc, comme Madeleine Parent, à la première génération de femmes ayant pu voter aux élections québécoises. Cela est à la fois si loin et si près de nous... Comment peut-on concevoir en 2005, que les femmes d'hier n'avaient pas le droit de voter pour choisir les membres du parlement de Québec ? Pourtant telle est bien la réalité des choses !

Cette Simone appartient de plein droit aux grandes figures de notre histoire et ce, homme et femmes confondus. Née en 1919, dans une famille bourgeoise, très rapidement elle manifesta un vif intérêt pour les droits sociaux. Fille de juriste, son père était juge, elle s'engagea dans des mouvements voués à une plus grande justice sociale. Dotée d'un grand sens de l'organisation, elle n'hésita jamais à braver la longue liste des interdits qui pavaient alors la vie en société. À l'avant-garde des actions de revendication, elle participa activement aux différentes luttes de son époque.

Simone Monet-Chartrand a aussi publié beaucoup suite aux sérieuses recherches qu'elle a patiemment réalisées afin de solidifier son argumentaire. Ses livres constituent un véritable trésor pour qui s'intéresse à l'évolu-

tion des idées et des mœurs au Canada français et au Québec. Ses travaux, nombreux et originaux, continuent d'offrir au public les détails du cheminement de tout un peuple, notamment en ce qui regarde la vie des femmes. Son œuvre est un puits de connaissances historiques qui délecteront celles et ceux qui prendront le temps de la fréquenter. Encore ici, les Éditions du Remue-ménage portent dans leur catalogue de nombreux titres de cette auteure aussi prolifique qu'inspirée.

Elle fut aussi une grande Patriote québécoise. Toute sa vie, toute son œuvre témoignent de sa fidélité aux intérêts supérieurs de notre peuple. Épouse d'un autre grand Patriote, le syndicaliste Michel Chartrand, elle mit, comme lui, le meilleur d'elle-même à servir fidèlement et avec brio, la cause du Québec, de son peuple, de ses institutions et de sa langue. Nous ne soulignerons jamais assez la contribution exceptionnelle qui fut la sienne quand il s'est agi de défendre les droits historiques de ce petit peuple auquel toute sa vie elle restera profondément attaché. C'est Lionel Groulx qui bénira son union avec Michel et qui baptisera ses enfants. Ce qui en dit beaucoup sur la solidité de ses convictions nationalistes.

Souvenons-nous donc avec toute la

mémoire dont nous sommes capables de cette femme extraordinaire qui donna le meilleur d'elle-même afin que les conditions de vie de ses compatriotes s'améliorent dans le sens d'une plus grande équité.

Militante, écrivaine, patriote et défenderesse des droits du français, Simone Monet Chartrand continue de nourrir la réflexion et de préparer à l'engagement.

Si aujourd'hui le peuple québécois

peut envisager l'avenir avec confiance et optimisme, dans le sens de la réalisation d'un pays bien à nous, c'est en grande partie dû aux efforts soutenus des générations précédentes. Madame Monet Chartrand ne sera pas oubliée le jour où notre peuple se débarrassera des chaînes qui le contraignent à la soumission. Beaucoup d'institutions portent fièrement son nom. Ce n'est que justice !

GILLES RHÉAUME

La pensée féministe au Québec Micheline Dumont et Louise Toupin

Chronique du livre

La pensée féministe au Québec, Éditions du Remue-Ménage, Montréal, 750 pages.

C'est en avril 1940 que les femmes du Québec ont obtenu le droit de vote aux élections visant à élire les parlementaires à l'Assemblée législative de notre capitale nationale. Ce succès n'a pas été le fruit d'une génération spontanée, mais plutôt le point culminant d'une longue démarche de militantes qui, avec patience et détermination, ont alerté l'opinion publique. Dans cette anthologie de textes, les Éditions du Remue-Ménage rendent accessibles un impressionnant catalogue réunissant des prises de position parmi les plus importantes qui, de 1900 à 1985, ont jalonné une des luttes parmi les plus cardinales de notre histoire.

Ce recueil est une véritable somme de la pensée féministe au Québec. Les grands noms du militantisme féminin s'y trouvent comme autant de pierres qui, additionnées les unes aux autres, montrent combien et comment les acquis historiques sont advenus dans une société qui, à bien des égards, répugnait aux grands changements sociaux. La résistance a été massive. Ce que les femmes ont obtenu, les gains qu'elles ont connus, elles ne le doivent qu'à la ferveur de ces militantes d'hier qui, souvent au péril de leurs réputations, n'ont pas hésité à dénoncer un état de faits qui avaient consacré la plus réactionnaire des iniquités. Au fur et à mesure que l'on feuillette les pages de ce volume parmi les plus importants des dernières décennies, on se rend compte de

la nature et de la portée du combat des femmes pour l'égalité et la liberté.

Parmi les héroïnes de cet ouvrage, nous ne pouvons passer sous silence l'œuvre d'éducation politique des femmes de la Société Saint-Jean-Baptiste qui, telles Marie-Gérin-Lajoie, mère et fille, Caroline Béique et Joséphine Marchand, contre vents et marées ont mené courageusement à terme leur projet de rassembler les femmes de chez nous dans une vaste association nationale de premier plan. Sans ces femmes, jamais le Monument national du boulevard Saint-Laurent, érigé par la SSJB et qui fut la première Place-des-Arts, n'aurait pu être payé. Ce sont les femmes de la Société qui ont amassé, par des bazars, des tombolas et autres activités du même genre, les sommes d'argent nécessaires aux paiements de cette bâtisse unique dans notre histoire.

Le rôle des femmes dans l'élaboration d'une pensée nationale propre au Canada-Français puis au Québec ne sera jamais suffisamment souligné tant, leur contribution dans cet exercice séculaire a été centrale.

Ce livre devrait se retrouver dans toutes les bibliothèques, c'est une mine de renseignements qui délecteront celles et ceux qui veulent savoir comment les sociétés évoluent.

Au moment où le Québec se souvient de cette extraordinaire décision d'avril 1940, prenons le temps de revenir sur la pensée féministe du Québec, car celle-ci a incarné, le plus souvent seule et isolée, les aspirations les plus progressistes de notre histoire.

GILLES RHÉAUME

Quelle victoire déterminante que celle obtenue par ces femmes courageuses et tenaces qui furent à l'origine, en avril 1940, de la reconnaissance du droit vote des Québécoises.



Diane Bourgeois

Députée du Bloc Québécois, Terrebonne - Blainville

Bureau 210, édifice de la Justice
Ottawa, Ontario
K1A 0A6

Téléphone : (613) 947-4788
Télécopieur : (613) 947-4879
Courriel : bourgd0@parl.gc.ca
Lien : <http://www.dbourgeois.com>

Adresse :

95, Côte Terrebonne
Terrebonne, Québec
J6Y 1H1

Téléphone : 450-964-9417
Télécopieur : 450-965-7742
Courriel : bourgd1@parl.gc.ca

La souveraineté...

*La souveraineté, c'est le passage obligé pour la suite des choses
La souveraineté, c'est un concept de vie et de pensée
La souveraineté, c'est un lys qu'il faut arroser et soigner
La souveraineté, c'est une histoire d'avenir
La souveraineté, c'est une histoire d'amour*

MAURICE LODEC

COMITÉ DE LA SOUVERAINÉTÉ DE L'EST DE MONTRÉAL

Les coordonnées du Comité : Michel Émery, téléphone : 514-645-9369, courriel : michelemery@hotmail.com

Au sujet de la Loi 101

Quelques mois à peine avant son décès en 1988, Félix Leclerc nous a laissé ce texte on ne peut plus d'actualité :

Oui, je suis bilingue; Ce n'est pas à l'école primaire que j'ai appris l'anglais mais dans les rues d'Ottawa et à l'âge de 15 ans.

C'est une mauvaise partance pour l'enfant anglais ou français, (suffisante pour l'écoeurer à tout jamais) que de lui inculquer deux langues à l'école primaire. Que chacun baigne dans sa langue maternelle jusqu'à l'âge de 15 ans, s'il veut la bien posséder.

Une langue seconde s'apprend en six mois dans une ville étrangère quand on a l'âge de 17 ans et le goût de la parler. C'est faux des bilingues à 8 ans, ce sont des baragouineux.

La langue, c'est comme un instrument de musique, celui qui les joue tous, les joue mal. Celui qui n'en joue qu'un seul le joue bien.

Nous avons La loi 101 comme protection et survie. Où est-elle rendue ? La loi 101 reconnaissait le français la seule langue officielle au Québec, comme la langue américaine est reconnue la seule langue officielle aux États-Unis, (ce qui ne les empêche pas d'en parler).

La loi 101 criait aux deux Amériques ce qu'on leur cachait depuis des siècles, qu'une Nouvelle-France existait à leur porte. La loi 101 disait à l'univers que les Québécois étaient l'un

des deux peuples fondateurs du Canada. La loi 101 me faisait marcher librement et partout dans le Québec, comme si j'avais été chez moi. La loi 101 disait à l'immigrant arrivant ici en terre d'accueil, que le français était la langue du Québec contrairement à ce que la propagande d'Ottawa leur avait appris avant leur départ, que nous étions tous anglais.

Afficher et parler notre langue à l'usine, à l'école, à la douane, au restaurant, au forum, au magasin, partout, était une affaire entendue et acceptée par la minorité anglaise du Québec, qui avait fini par comprendre qu'enfin décolonisés, nous avions une langue maternelle, et surtout que nous apportions, (parce que différents) une richesse incalculable au Canada entier.

Hélas, il aura fallu que quelques arrivistes, Canadiens-français de surcroît, vendent pour un plat de lentilles (de votes) notre droit d'aïnesse en Amérique.

Est-ce que tout serait à recommencer à cause de quelques magasiniers qui échangent, trafiquent, vendent trois siècles d'histoire pour quelques heures de pouvoir ?

...et la lutte continue pour un Québec français.

Publié possiblement avant son décès, mais plus probablement suite à son décès, ce texte a été très largement distribué par la SSJBM. En hommage à ce texte de même qu'à son auteur, une plaque laminée grand format a été produite.

La souveraineté est nécessaire

Dire oui au Québec souverain, c'est dire oui à un Québec français, fort économiquement et pacifique. Dire oui à la liberté du Québec, c'est dire à Ottawa que nous en avons assez de la magouille des fédéraux.

Pierre Falardeau disait : « *Moi, le monde, je ne veux pas savoir d'où ils viennent, je veux savoir où ils vont. Le monde y peuvent être blanc, jaune, noir, mauve ou bleu avec des pitons jaune orange [...] s'ils veulent se battre avec moi, c'est mes frères* ».

Le Québec sera un pays pour toutes les nationalités du monde. Le français doit être conservé, dans un Québec libre de faire ses propres choix. L'argent du Québec, ce n'est un secret pour personne, se trouve à Ottawa. Le Québec doit conserver son argent et non l'envoyer à Ottawa.

Nous devons faire nos propres

choix à savoir où nous voudrions que notre argent soit dépensé ! Dans l'éducation, la santé, l'agriculture et j'en passe.

Le pays du Québec sera pacifique et il aidera son prochain. Les Québécois ont passé un message clair à Ottawa lors de la dernière élection : ils en ont assez des manigances des libéraux fédéraux, ils en ont assez de voir Ottawa rire de la Nation québécoise. Rien ne nous empêchera de faire des ententes avec Ottawa, mais ces ententes seront selon les besoins que nous avons.

Un jour, chers frères et chères sœurs, le Québec aura sa place au Nations Unies, lorsque ce jour sera venu, nous serons libres, une liberté qui nous est due.

STEVE DESCHESNES

MATELOT

Avant d'être capitaine, il faut être matelot. Tout comme vous, matelot, je le suis.

Nous allons donc ensemble apprendre à naviguer sur les flots de la SOUVERAINÉTÉ.

Nous n'aurons de cesse que lorsque nous serons sur les rivages du PAYS DU QUÉBEC.

Partons la mer est belle... bon voyage, bonne chance !

MAURICE LODEC

Journée Nationale des Patriotes du 23 mai 2005

Deux grandes fêtes se préparent dans l'Est de Montréal

Un groupe de citoyens et de représentants politiques de l'Est de Montréal a entrepris l'organisation de deux grandes célébrations dans le cadre de la Journée nationale des Patriotes, qui aura lieu le 23 mai prochain. Les sites choisis pour cet événement d'envergure sont le parc du Fort-de-Pointe-aux-Trembles et le parc Bellerive, à Longue-Pointe. Au programme : des animations publiques sur l'Histoire des Patriotes, une foire, des jeux, des spectacles et d'autres surprises pour toute la famille.

Ainsi, le Comité organisateur invite les différents organismes, entreprises et artisans de l'Est de Montréal à supporter financièrement ce projet en commanditant les différentes activités. Les différents organismes et artisans du Québec ont aussi l'opportunité de louer un kiosque afin de faire la promotion de leur mission, leurs produits ou leurs services. Pour plus d'informations ou pour réserver un kiosque, contactez Steve Caron au

(514) 795-3171.

De plus, afin de faire de cette journée une fête mémorable, le Comité organisateur recherche des gens dynamiques qui aimeraient s'impliquer en tant que bénévoles. L'éventail de tâches à accomplir est très vaste : service de rafraîchissements, distribution de dépliants, sécurité, information, accueil des visiteurs, etc. Pour donner votre nom, il suffit d'envoyer un courriel à l'adresse suivante : cofpem@hotmail.com ou de communiquer avec Steve Caron au (514) 795-3171.

Composé de citoyens et de représentants sociaux et politiques de l'Est de Montréal, le Comité organisateur de la Fête des Patriotes (COPSEM) a pour mission de mettre en application le projet d'organiser deux fêtes en mémoire des Patriotes le 23 mai 2005, à Pointe-aux-Trembles et à Longue-Pointe. SOURCE : PATRICK MORIN HINDELANG, trésorier du Comité organisateur de la Fête des Patriotes de l'Est de Montréal (COFPEM) Téléphone : (514) 642-8108 cofpem@hotmail.com

À VENIR EN MAI

Programmation de la Fête des Patriotes de l'Est de Montréal

Le propre du sot n'est pas de dire des sottises, mais de les redire. - ALBERT BRIE

24 h

Déjeuner **Table d'hôte**



Melven

Restaurant & Traiteur

12 910, rue Sherbrooke Est
Montréal (Québec) H1A 4Y3
Tél: (514) 642-2632
Télec: (514) 642-1571



De gauche à droite en commençant par l'arrière : Troisième rangée : Madame Lucie Papineau, députée de Prévost • Madame Agnès Maltais, députée de Taschereau • Madame Elsie Lefebvre, députée de Laurier-Dorion • Madame Cécile Vermette, députée de Marie-Victorin • Madame Denise Beaudoin, députée de Mirabel. Deuxième rangée : Madame Nicole Léger, députée de Pointe-aux-Trembles • Madame Rita Dionne-Marsolais, députée de Rosemont • Madame Lorraine Richard, députée de Duplessis • Madame Solange Charest, députée de Rimouski. Première rangée : Madame Pauline Marois, députée de Taillon • Madame Danielle Doyer, députée de Matapédia • Madame Jocelyne Caron, députée de Terrebonne • Madame Louise Harel, députée de Hochelaga-Maisonneuve • Madame Noëlla Champagne, députée de Champlain. N.B. Absentes de la photographie : Madame Diane Lemieux, députée de Bourget et Madame Hélène Robert, députée de Deux-Montagnes

Les élues du Parti Québécois soulignent le 65^e anniversaire de l'obtention du droit de vote des femmes au Québec.

À l'occasion du 65^e anniversaire de l'obtention du droit de vote des femmes au Québec, les élues du Parti québécois à l'Assemblée nationale du Québec sont heureuses et fières de souligner cet événement particulièrement déterminant de l'histoire de notre peuple.

Souvenons-nous avec respect et reconnaissance de ces générations de militantes exemplaires qui ont su braver avec autant de courage, de détermination et de ténacité, de nombreuses difficultés pour combattre et vaincre les préjugés et le refus de partager le pouvoir.

Depuis 1940, pas à pas les Québécoises avancent dans cette longue marche vers l'égalité de fait. Nous saluons le chemin parcouru et ensemble nous poursuivons notre action en toute solidarité avec les femmes de toutes les nations.